



VOL. II.—No. 51.

MONTREAL, JEUDI, 21 DECEMBRE, 1871.

ABONNEMENT, \$3.00.
PAR NUMERO, 7 CENTIMS.

DISCOURS PRONONCÉ PAR M. L. O. DAVID, SUR
L'INDUSTRIE, DEVANT L'INSTITUT DES ARTISANS.

M. le Président, Mesdames et Messieurs,

J'avais laissé mon dernier entretien au moment où je commençais à traiter le sujet que j'avais réellement en vue. J'ai fait comme cet écrivain qui ayant voulu faire un livre n'avait qu'une préface, mais une terrible préface de trois cents pages. Il est peut-être bon que je résume en quelques mots cette première partie de mon travail afin de mieux faire comprendre la deuxième. Lorsqu'on traite un sujet délicat qui touche à tout, à la politique, à la finance et au sentiment national, on ne peut être trop prudent.

Je suis parti d'un fait, d'une vérité que je croyais claire comme l'existence du soleil; c'est que supérieurs aux populations d'origine étrangère au milieu desquelles nous vivons, dans beaucoup de choses, nous leur étions inférieurs sous le rapport de la richesse et du progrès matériel.

J'ai fait passer devant vos yeux, comme dans un fidèle panorama, les quartiers magnifiques habités par les anglais dans nos villes, leurs palais somptueux, leurs riches équipages, et ces magasins immenses qui attestent leur esprit d'entreprise. J'ai parlé de l'influence que leur donne la fortune; j'ai dit que les meilleures places, les plus gros salaires étaient pour eux et que les étrangers qui visitent le pays ne manquent pas de faire des comparaisons désagréables à notre amour-propre. J'ai dit tout ce que le monde dit, ce que vous savez comme moi. J'ai fait un tableau; on ne reproche pas au peintre d'avoir jeté sur la toile l'image parfaite de la chose ou de la personne qu'il voulait peindre. Pourtant, c'est arrivé, une fois, une grande dame qui était riche, mais pas jolie, trouva son portrait si ressemblant qu'elle le jeta au feu et envoya le peintre se promener. Vous pouvez en faire autant si vous voulez, messieurs, mais vous n'empêcherez pas que nous soyons moins riches et moins entreprenants que nos compatriotes anglais.

Il y a une différence entre les deux cas que je viens de comparer; on aura beau montrer à une personne sa laideur on ne la rendra pas plus jolie, au lieu qu'en recherchant ensemble franchement et généreusement les causes de notre infériorité matérielle, nous trouverons certainement moyen de la faire disparaître. Ceux qui entreprennent d'éclairer leurs compatriotes sur leurs défauts et leurs devoirs ne choisissent pas sans doute la tâche la plus agréable; mais à mon point de vue, c'est la plus utile, la plus patriotique. L'homme bien fait n'est pas celui qui voyant le mal dont son ami sera bientôt victime n'ose pas l'avertir dans la crainte de lui faire de la peine.

Sans doute, il est beau, comme je le disais dans ma dernière lecture, d'entendre chanter la gloire de nos pères; mais encore faut-il ne pas mourir de faim sur les champs de bataille qu'ils ont illustrés. Mourir de faim sur les plaines d'Abraham ou sur les quais de Québec ne valent guère mieux l'un que l'autre.

Après avoir constaté le fait évident de notre infériorité sous le rapport matériel, j'en ai recherché les causes; et je me suis hâté de dire que ce n'était pas l'intelligence qui nous manquait, que dans toutes les choses où nous pouvions lutter à armes égales, nous n'étions inférieurs à personne, j'ai rappelé avec orgueil que dans les lettres, la politique et les professions libérales, nous occupions

depuis un demi siècle le premier rang. Non, nous ne sommes inférieurs à aucune autre population en fait d'intelligence, et c'est parce que je le crois que je me révolte contre les faits qui peuvent faire croire que nous le sommes. Car, messieurs, pour les peuples comme pour les individus, il ne suffit pas de dire qu'ils ne sont inférieurs à personne, mais il faut encore qu'ils le prouvent par leurs œuvres, par leurs succès. Lorsqu'un homme ne fait rien par exemple, pour sa famille ni pour son pays, ni pour lui-même, on n'est pas obligé de savoir où de croire que c'est un grand homme.

Je ne puis résister au désir d'apporter à l'appui de ces idées un exemple pris dans les tristes événements qui viennent de jeter notre ancienne et bien-aimée mère-patrie dans un abîme de douleurs.

Pauvre France! elle ne se croyait inférieure à personne elle non plus, de toutes parts on lui disait qu'elle était invincible et elle avait bien le droit de le croire un peu. Mais pendant qu'elle chantait sa gloire et ses triomphes, son ancienne rivale qu'elle avait tant de fois vaincue, fondait des canons et faisait des soldats, de véritables soldats. Un jour, la guerre éclata. "Nous sommes prêts s'écrièrent des millions de voix." Lorsque Napoléon III partit pour la guerre, il lança au milieu de la foule qui l'acclamait ces paroles mémorables: "à bientôt." On crut qu'il serait à Berlin avant d'avoir fumé le cigare qu'il avait à la bouche.

On sait ce qui est arrivé et la France aujourd'hui pleure avec des larmes de sang son imprévoyance.

La Providence, messieurs, ne fait pas de miracle pour sauver ceux qui n'obéissent pas à ses lois générales, qui ne cherchent pas dans l'étude, la réflexion et l'énergie, le secret de leur succès, de leur prospérité.

Or, j'ai dit que la raison nous indiquait la voie que nous devons suivre pour accomplir notre mission et nous faire une place honorable sur le continent américain, que le développement de nos ressources par l'industrie nous donnerait seul les moyens de conserver et d'étendre notre influence au milieu des populations énergiques qui nous entourent.

J'ai donné à l'agriculture la première place; j'ai dit qu'elle était la pierre angulaire, le fondement de notre prospérité, mais je crois avoir prouvé que l'industrie était nécessaire pour élever sur ce fondement l'édifice de notre avenir national. Eh! messieurs, est-il besoin de démontrer cette vérité qui nous crève les yeux? Le commerce est entre les mains des anglais; où trouverons-nous la fortune et les moyens de contre balancer l'influence de la richesse qui nous écrase, si nous négligeons de nous emparer et de tirer parti de nos ressources industrielles?

L'agriculture ne peut pas nous suffire dans un pays où la nature est si sévère, l'augmentation de la population si extraordinaire. Il est impossible qu'un peuple qui passe la moitié de l'année à manger ce qu'il a fait pendant l'autre moitié puisse s'enrichir. La meilleure preuve qu'elle ne nous suffit pas, c'est que les canadiens-français partent tous les ans par milliers pour aller chercher du travail dans les manufactures étrangères. Ne resteraient-ils pas dans leur patrie s'ils y trouvaient ce qu'ils vont chercher ailleurs? On manque de bras, dit-on? mais sans doute et ce sera bien pis encore à l'avenir, si on n'arrête pas le courant de l'émigration qui nous les enlève. Quand manque-t-on de bras, à la campagne surtout? L'été, pendant deux ou trois mois. Croit-on que le travail de trois

ou quatre mois, de six mois, si l'on veut, peut suffire à soutenir des familles de dix ou douze enfants? A ces flots d'émigrants qui passent, ouvrez des manufactures, et vous aurez des bras, et le Bas-Canada ressuscitera, l'agriculture sera plus prospère, toutes les classes de la société seront plus riches et plus heureuses.

Mesdames et messieurs, permettez moi de le dire, le recensement de 1871 vient de donner une cruelle sanction aux idées que je développais dans ma dernière lecture. Un de nos plus justes motifs de joie et d'espérance avait toujours été notre accroissement rapide, cette reproduction merveilleuse qui faisait l'admiration des étrangers. Dans nos jours de réjouissances nationales, nous nous plaisions à contempler les flots toujours grossissants de notre population à l'ombre du drapeau de la patrie, et alors jetant un regard d'orgueil à nos ennemis, nous leur disions: "laissez nous passer, l'avenir est à nous!" Eh! certes, il y avait de quoi s'enorgueillir.

En 1784, nous étions 100,000; en 1831, 380,000; en 1844, 524,307; en 1851, 669,528; en 1861, 847,615. C'est-à-dire qu'ayant toujours grandi dans la proportion de trente à quarante pour cent par dix ans au taux de 3.60 à 4.25 par an, nous devrions être aujourd'hui au moins 1,116,566.

Où est allé la différence de 303,495 âmes entre ce que nous sommes et ce que nous devrions être? Qu'est devenue l'augmentation naturelle de notre population depuis dix ans? Est-ce la guerre? quelque terrible épidémie qui nous l'a enlevée? Non; nous n'avons eu aucun de ces fléaux depuis dix ans. Pourtant oui, nous avons eu un fléau, le fléau de l'émigration; c'est lui qui a détaché du tronc national tant de rameaux pour en joncher le sol américain.

Ce n'est pas tout; à ces 300,000 canadiens-français partis depuis dix ans, il faut ajouter 300 à 400 mille autres que l'émigration avait enlevés avant 1861.

Que de vides aux banquets de la patrie!

Ces 700,000 canadiens-français seraient-ils aujourd'hui dispersés sur le sol américain, si depuis vingt ans nous avions eu des manufactures? Non, les trois quarts au moins seraient ici, vivant heureux sur le sol aimé de la patrie; des villes et des villages se seraient élevés comme par enchantement sur les bords de nos fleuves et de nos rivières, au sein de nos épaisses forêts, nous serions une fois plus nombreux et plus influents et au moins trois fois plus riches. L'agriculture enfin aurait les marchés qui donnent la valeur à ses produits. Si Montréal avait trente mille âmes de plus, Québec 25,000, St. Hyacinthe, Chambly, Sorel et Trois Rivières de 10 à quinze mille de plus, les cultivateurs qui y portent leurs produits seraient de 40 à 50 pour cent plus riches.

Un grand écrivain a bien eu raison de dire: celui qui enleva aux anglais les machines à faire les bas, les velours aux Génois, les glaces aux Vénitiens ne fit guère moins pour l'Etat que ceux qui battaient ses ennemis et leur enlevaient leurs places fortes.

Je ne crains pas de dire, moi non plus, que celui qui nous donnera les moyens de faire jaillir le travail et la richesse des immenses ressources que la Providence nous a données, aura fait autant pour le bonheur et l'avenir de notre nationalité que les grands hommes qui l'ont défendue sur les champs de bataille, dans les combats politiques.

Ah! messieurs, ils avaient bien compris cela les grands